

Discours de Paul-Henri Spaak: la politique étrangère de l'URSS (Luxembourg, 13 mars 1948)

Source: Conférence sur la politique internationale / Paul-Henri Spaak.- Luxembourg: CLT-UFA [Prod.], 13.03.1948. CLT-UFA, Luxembourg. - (15:18, Montage, Son original).
CLT-UFA, 45, Boulevard Pierre Frieden, L-1543 Luxembourg.

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/discours_de_paul_henri_spaak_la_politique_etrangere_de_l_urss_luxembourg_13_mars_1948-fr-f72fb50b-f691-4365-9a6d-3cb46f10947d.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Discours de Paul-Henri Spaak: la politique étrangère de l'URSS (Luxembourg, 13 mars 1948)

La deuxième assemblée de l'Organisation des Nations unies, à New-York, en automne, n'a guère été plus favorable. Les rapports ont été extrêmement tendus, les controverses extrêmement violentes et l'U.R.S.S. a pris une position qui est lourde de conséquences éventuelles pour l'Organisation des Nations unies, une position qui se caractérise par un refus de collaboration. Refus de collaborer dans la question de la Corée, refus de collaborer dans la question de la petite assemblée, refus de collaborer dans la question grecque. Le fait en lui-même est d'une incontestable gravité. Les raisons qui ont poussé l'U.R.S.S. et les pays qui subissent son influence à prendre une attitude comme celle-là me paraissent devoir retenir toute notre attention et mériter une sérieuse méditation. En réalité, ce refus de collaborer concrétise et symbolise la différence de conception qui, à l'heure actuelle, existe entre différents pays sur ce que doit ou sur ce que devrait être l'Organisation des Nations unies. Par conséquent, quelles que soient nos opinions sur le problème russe et quelles que soient nos opinions notamment sur le communisme, il ne faut pas perdre notre sang froid, il ne faut pas perdre notre volonté de compréhension, je dirais, bien au contraire, plus grand nous trouvons le danger, plus difficile nous trouvons la possibilité de comprendre, plus grande doit être notre bonne volonté et notre objectivité. Et je vais vous dire pourquoi à mon sens, aujourd'hui, rien ne permet de dire avec la moindre certitude que l'U.R.S.S. poursuive une politique qui préparerait systématiquement la guerre. Et que, quelques désagréables, quelquefois quelques insupportables et souvent quelques inexplicables que paraissent les décisions que prend sa diplomatie, on peut encore les considérer, et je pense que l'hypothèse est raisonnable, comme les manifestations d'une politique qui serait une politique défensive – et sans vouloir froisser ce très grand pays –, comme une manifestation d'une politique qui serait une politique de crainte. Je crois d'abord qu'il faut voir si les Russes ont une raison quelconque de crainte. Bien sûr, à première vue, cela nous paraît incompréhensible. Il est certain que dans le monde occidental – et j'aurai l'occasion sans doute d'insister sur ce point tout à l'heure – personne, absolument personne ne songe à faire la guerre, à faire une guerre agressive ou à tenir une politique provocatrice, cela nous paraît tellement évident et tellement sûr que nous ne pouvons même pas croire à la sincérité de ceux qui, pour une raison ou pour une autre, manifesteraient devant notre attitude certaines craintes. Eh bien, il ne faut pas oublier qu'au lendemain de l'autre guerre et au lendemain de la révolution bolchéviste, la révolution bolchéviste s'est vue terriblement menacée, menacée jusqu'à son cœur, menacée jusqu'à ses bases et jusqu'à ses fondements par l'action de différentes armées, qui, il faut le reconnaître, s'étaient formées en Europe occidentale avec l'appui ouvert ou déguisé des puissances qui vivent de ce côté-ci. Et je crois, à mon sens, que jamais les dirigeants soviétiques n'ont oublié la chose, qu'ils se sont sentis vers 1919 ou 1920 menacés dans ce qu'ils avaient construit – et je suis forcé de le dire et je serai forcé, je crois, de le répéter un certain nombre de fois au cours de mon exposé. Pour le moment, je ne juge rien, je n'émetts aucun avis personnel, je ne fais que constater des faits. Mais je crois que ceux qui avaient fait la révolution soviétique, la révolution bolchévique, quand ils se sont vu menacés par des armées qui visiblement venaient d'Occident, vivent, et vivent encore aujourd'hui, car ce sont à peu près les mêmes hommes, avec cette crainte au fond du cœur que le danger qu'ils ont connu aux temps premiers du bolchévisme pourrait renaître aujourd'hui. Je tâche de pousser mon examen aussi loin que possible et de me montrer peut-être trop compréhensif et peut-être trop libéral, je vais jusqu'à dire que si tout ce que j'ai dit jusqu'à présent est juste, j'irais toujours et moins que jamais sans le justifier, j'irais jusqu'à comprendre l'action des partis communistes dans les pays de l'Europe occidentale, action qui tente évidemment à affaiblir l'Etat, à lui rendre la tâche de plus en plus difficile afin d'affaiblir ceux que les Russes estiment pouvoir être un jour les alliés ou des alliés entre eux lors d'une attaque contre la Russie. À ces arguments, je voudrais en ajouter d'autres. Je pense que l'Allemagne quand elle a fait les deux guerres, celle de 1914 et celle de 1939, avait encore un certain nombre de prétextes à faire valoir – je dis des prétextes, je ne dis pas des raisons ni des justifications –, l'Allemagne pouvait encore prétendre qu'elle avait une population trop grande pour son territoire, qu'elle n'avait pas tous les débouchés qu'elle souhaitait, qu'elle n'avait pas toutes les matières premières qui étaient nécessaires à son développement économique et industriel et elle pouvait encore se servir de ces prétextes pour essayer, d'ailleurs vainement, de justifier son action. La Russie n'a même pas ces prétextes. La Russie est un immense pays, est un immense pays sur lequel vit une population relativement petite, relativement réduite. La Russie a tous les climats, la Russie a toutes les richesses, la Russie a toutes les possibilités et la Russie se trouve devant une tâche qui durera probablement pendant plusieurs dizaines d'années et peut-être pendant plusieurs siècles, s'il s'agit pour elle d'arriver à une forme de civilisation qui donne à son peuple le standing de vie que

connaissent les peuples les plus civilisés. Par conséquent, aucune raison, aucune justification, je dirais même aucun prétexte d'une guerre pour des raisons économiques. Enfin, je vais jusqu'à dire que je trouve dans la personnalité du Maréchal Staline peut-être une raison qui confirme mon optimisme. On peut me dire: "La Russie n'a pas de raison économique à faire la guerre, mais la Russie peut obéir à une espèce d'impérialisme idéologique et a la volonté de voir le communisme triompher dans le monde entier. Eh bien, il me semble que la personnalité de Staline, tout au moins jusqu'à présent, constitue partiellement une réponse et une réponse négative à cette affirmation. Je vous demande de ne pas oublier ou je vous demande de vous souvenir qu'en 1922 ou 1923, la grande controverse qui opposait à ce moment-là Staline et Trotski portait spécialement sur le point que je viens d'invoquer. Trotski représentait en Russie l'homme de la révolution permanente, celui qui prétendait que le socialisme ou le communisme ne pourraient triompher en Russie que si la révolution éclatait dans l'Europe tout entière et qui soutenait que cette construction d'un socialisme quelconque en Russie ne pourrait réussir que s'il était aidé et soutenu par une construction analogue dans les autres pays européens. Staline, à cette théorie de la révolution permanente et de l'extension volontaire de la révolution, soutenait et opposait une autre théorie disant: «Pas du tout. Pas du tout. Le socialisme peut se bâtir dans un seul pays et, suivant sa pensée et sa doctrine, le communisme pouvait réussir dans le cadre de la Russie seule.» Si bien qu'aujourd'hui, quand Staline vient déclarer qu'en réalité – et il l'a déclaré à plusieurs reprises ces derniers temps à des journalistes ou à des hommes américains – qu'à son avis les deux régimes, tout au moins pour le moment, peuvent coexister et même dans une certaine mesure peuvent collaborer, on ne peut pas déclarer trop vite que ce sont là des paroles simplement de propagande ou qui auraient pour but d'apaiser ou d'endormir des inquiétudes légitimes, il faut au contraire, me semble-t-il, reconnaître que cela est conforme à la doctrine du Maréchal russe depuis de longues années et que des phrases comme celles-là ne font que confirmer ce qu'il avait dit dès 1922 ou dès 1923. Mon effort de compréhension est ainsi terminé. Ce que je vous ai dit, bien entendu, je le reconnais, ce n'est que l'interprétation de certains faits et cela peut être considéré uniquement comme une hypothèse. Mais ce que je crois, c'est que cette hypothèse, aujourd'hui, est encore une hypothèse sérieuse, que l'on doit sans doute la prendre en considération et que ce serait une grande erreur de la rejeter trop vite et trop simplement, d'accepter tout ce qui se fait, tout ce que nous ne comprenons pas, tout ce que nous critiquons, tout ce que nous attaquons comme les manifestations délibérées et d'une politique agressive, car cela pourrait nous conduire alors à prendre un ensemble de mesures qui pourraient être extrêmement graves. Cet effort de compréhension que je fais avec toute l'objectivité dont je suis possible et avec toute la loyauté que je puis y apporter étant fait, je m'empresse de déclarer qu'après avoir ainsi examiné et essayé de comprendre ce qui est tout de même le point essentiel de la politique internationale pour le moment, la position et la politique de l'U.R.S.S., je pense que cet effort de compréhension étant terminé, il faut adopter une politique de grande fermeté. Et quand je dis ça, je suis forcé de reconnaître que je suis fort influencé dans mon jugement et dans ma décision par le spectacle et par le souvenir que j'ai gardé du spectacle qui s'est déroulé à New York, en automne dernier. Je ne parle pas seulement de la violence des propos qui ont été échangés et qui font qu'aujourd'hui l'Organisation des Nations unies est parmi tous les parlements du monde celui, sans doute, où les manières sont les moins bonnes. Ce n'est pas cela qui me frappe tellement, ni qui pourrait m'inquiéter car ces explosions de franchise sans mesure pourraient avoir un certain intérêt si elles servaient à éclaircir les situations. Non, ce qui me frappe et ce qui m'a terriblement inquiété, et qui m'a terriblement inquiété, non pas seulement en ce qui concerne la politique internationale, mais – je vous ferai cette confidence – en ce qui concerne la position à prendre vis-à-vis du communisme à l'intérieur de chaque pays, c'est ceci: il ne sert à rien d'essayer d'apaiser les Russes par des compromis, par des demi-mesures, par des gestes d'apaisement même faits sincèrement. La constatation, à mes yeux fort grave et fort redoutable, que j'ai faite, c'est celle-ci: pour être l'ami des communistes bolchéviques russes, il faut être d'accord avec eux à 100%. Et quand je dis 100 pour cent, je ne dis pas 99 pour cent, ni 99 pour cent et demi, ni 99 pour cent et 9 dixièmes, je dis 100 pour cent. Et ce que j'ai constaté avec une certaine inquiétude et une certaine angoisse, je ne le cache pas, c'est que les Russes sont encore plus hostiles et plus violents vis-à-vis de ceux qui tentent un rapprochement vers eux que vis-à-vis de ceux qui paraissent à première vue être à l'opposé complet. Ceux qui font cette tentative de rapprochement, ceux qui essaient de trouver un terrain de conciliation, ceux qui essaient de se rapprocher sont traités avec la même violence que les adversaires les plus irréductibles, et en plus, on dit généralement d'eux qu'ils sont des maquignons ou qu'ils sont des lâches, n'ayant même pas le courage de leurs opinions.